

20250104 Libération

[https://www.liberation.fr/societe/immigration/dans-la-metropole-de-lyon-l-offensive-hostile-des-maires-LR-contre-des-centres-d'accueil-pour-jeunes-migrants-20250104\\_3AGFW3YSNRHOLKWOAKI2OUMGEI/](https://www.liberation.fr/societe/immigration/dans-la-metropole-de-lyon-l-offensive-hostile-des-maires-LR-contre-des-centres-d'accueil-pour-jeunes-migrants-20250104_3AGFW3YSNRHOLKWOAKI2OUMGEI/)

[Accueil](#) / [Société](#) / [Immigration](#)

Polémique

## Dans la métropole de Lyon, l'offensive hostile des maires LR contre des centres d'accueil pour jeunes migrants

Article réservé aux abonnés

La maire de Décines-Charpieu s'oppose à l'ouverture d'un centre de mise à l'abri et d'évaluation pour des étrangers en attente de reconnaissance de leur minorité. La gauche dénonce un alignement «sur les discours xénophobes et stigmatisants du RN».



La maire de Décines-Charpieu (Rhône), Laurence Fautra, à Saint-Julien-en-Saint-Alban le 20 septembre 2023. (Nicolas Guyonnet/Hans Lucas. AFP)

par [Théo Mouraby](#)

publié le 4 janvier 2025 à 8h14

«*Il est là le cheval de Troie, et je dois en informer les Décinois !*» Le 13 décembre, lors du conseil municipal de Décines-Charpieu, commune de l'est de la métropole de Lyon, la maire LR, Laurence Fautra, s'alarme et emploie l'image mythologique du grand cheval de bois flanqué de guerriers grecs, rapporte le quotidien *le Progrès*. L'objet de ses craintes ? La construction d'un centre de mise à l'abri et d'évaluation (CMAE) de 50 à 70 places par la métropole écologiste sur sa commune pour permettre l'accueil de mineurs non accompagnés, le temps de la procédure d'évaluation de leur minorité (allant de cinq à dix jours). Le même jour, elle invite par courrier ses administrés à signer une pétition contre le projet. «*Il faut arrêter les leçons d'angélisme. Ce ne sont pas des enfants. Ce sont des gens prêts à tout pour rester sur le territoire qui s'engouffrent dans le système en se déclarant comme mineurs. Et même si certains sont effectivement mineurs, ils ont perdu leur innocence depuis longtemps*», déclare-t-elle au journal d'investigation local [Mediacités](#).

Coïncidence ou non, la maire de Décines est la troisième élue Les Républicains à s'opposer à l'ouverture d'un centre d'accueil pour jeunes migrants sur le territoire lyonnais. Sébastien Michel, maire d'Ecully, bloque l'ouverture d'un autre centre décidé par la métropole depuis le 2 octobre, [comme l'avait raconté Libération](#). Le 13 novembre, c'est même le patron des députés LR en personne, Laurent Wauquiez, qui s'est fendu d'une interview entière sur le sujet dans [le Progrès](#) : «*La tendance n'est pas à ouvrir de nouveaux centres, mais à mieux*

*contrôler notre immigration et à assimiler ceux qui sont chez nous. Le bon usage des deniers publics, c'est d'avoir moins de migrants accueillis sur notre territoire.»*

## Obligation légale de mise à l'abri

En face, la gauche dénonce «des éléments de langage issus de l'extrême droite». «En parlant de “sécurité” ou de “délinquance” à propos de jeunes migrants vulnérables, ils s’alignent sur les discours xénophobes et stigmatisants du Rassemblement national», écrit Bruno Bernard, le président écologiste de la métropole [sur X](#), début décembre.

Depuis les lois du 14 mars 2016 et du 7 février 2022 relatives à la protection des enfants, les départements, et dans ce cas la métropole, sont obligés d'assurer la mise à l'abri des personnes se présentant comme mineurs non accompagnés – a minima le temps de l'évaluation de leur minorité. Or à ce jour, une seule structure de 31 places remplit cette mission à Lyon. Saturés et vétustes, ces locaux sont aussi inadaptés à l'accueil de jeunes filles. Le centre d'Ecully, prêt à l'emploi, doit permettre l'évaluation de 70 jeunes, actuellement hébergés à l'hôtel aux frais de la collectivité (5 000 euros par jour, selon la métropole). Il sera remplacé par le CMAE de Décines-Charpieu après les travaux et son ouverture prévue en 2027. Une échéance qui risque d'être retardée par l'opposition de la maire, qui refuse de signer le permis de construire permettant le début du chantier. Contactée par *Libération*, Laurence Fautra n'a pas souhaité commenter.

«C'est assez incroyable de devoir rappeler des valeurs de solidarité ou d'humanisme, riposte Lucie Vacher, vice-présidente de la métropole chargée de l'enfance, de la famille et de la jeunesse. Là, on parle d'enfants potentiels en situation de très grande vulnérabilité, seuls en France, et qui ont bien souvent eu un parcours migratoire violent. Ce sont des jeunes qui présentent un enjeu important : être protégé et être accueilli à l'issue de la procédure d'évaluation. Ils n'ont pas droit à l'erreur d'une certaine manière.» L'élue fait valoir que «les retours sont très positifs» de la part des travailleurs sociaux ou des employeurs qui les embauchent en alternance. Les écologistes dénoncent aussi «une posture politique importante». «On a un alignement de trois élus politiques LR contre un projet de la métropole sur la fin du mandat alors que les élections [métropolitaines] sont en 2026», avance Lucie Vacher.

## Délai légal dépassé

«Je n'ai aucune leçon à recevoir de la part d'élus qui ont imaginé ce projet dans mon dos», répond Sébastien Michel, le maire d'Ecully, plaidant un manque de confiance pour donner son accord. Auprès de *Libération*, il réaffirme son intention de ne pas signer l'arrêté d'ouverture du site. Comme ses collègues LR, il souhaite une «[reprise de] contrôle des flux migratoires» et une diminution des «arrivées sur notre territoire». «Ce sujet l'illustre parfaitement : nous n'avons pas les capacités d'accueil suffisantes et force est de constater que l'intégration ne fonctionne plus correctement dans notre pays», estime-t-il.

L'édile ayant dépassé le délai légal pour signer l'arrêté, il s'expose à des poursuites juridiques de la part de l'association censée investir les lieux et encadrer les jeunes, Forum réfugiés. Dans l'attente d'une décision dans les prochains jours, ses responsables n'ont pas souhaité communiquer.